

Monsieur le Recteur,

Mesdames, Messieurs,

Les pédagogues, les militants de tous ordres, ou plus généralement les personnes ayant des convictions profondes, le savent bien : la répétition est indispensable pour faire passer son message, faire progresser les idées auxquelles on croit et ainsi apporter sa pierre à l'édification d'un changement.

Aussi l'**Unsa-Éducation** pourrait-elle aborder une nouvelle fois :

- les conditions de travail des personnels de l'Éducation nationale, qui ne cessent de se dégrader ;
- le manque de reconnaissance ressenti par les collègues de la part de leur ministère ;
- l'épuisement de ces mêmes agents, quelle que soit leur fonction dans le système éducatif, consécutif à cette crise sanitaire qui entre dans sa deuxième année et dont les perspectives de sortie de crise peinent à se dessiner ;
- la situation des plus précaires au sein de l'Éducation nationale (contractuels, AED, AESH) ;

L'**Unsa-Éducation** pourrait à nouveau évoquer :

- la loi de Refondation de la Fonction Publique et ses conséquences désastreuses pour les collègues qui se retrouvent bien seuls face à l'administration, lors des opérations de mutation ou de promotion, les représentants du personnel étant mis à l'écart des opérations de carrière touchant les collègues ;
- ou encore la loi 4D, qui continue de nous inquiéter et qui pourrait servir de banc d'essai pour une régionalisation de l'Éducation nationale et faire ainsi ressurgir le spectre de la territorialisation de l'École ;
- ou enfin, le dialogue social, comme nous l'avons fait dans notre déclaration au CTA du 16 février dernier.

Nous serions bien évidemment légitimes à développer avec force convictions chacun de ces sujets, qui sont, parmi d'autres encore, au cœur des préoccupations des personnels que nous représentons, le CTA étant une fenêtre d'expression pour notre fédération.

Mais devant la surdité de notre Ministre en particulier et du gouvernement en général, l'Unsa-Éducation fait le choix de ne pas en dire plus aujourd'hui, tant toutes les questions énumérées précédemment ne semblent pas retenir l'attention du pouvoir politique.

Quand les représentant.e.s des personnels que nous sommes, ont le sentiment de se répéter, à tel point que cela en deviendrait pathologique, alors il est utile de « faire une pause » avant de revenir encore plus déterminés à ne pas « lâcher les personnels » et défendre notre projet de système éducatif plus respectueux des personnels et par ricochet, des élèves dont nous avons la charge.